

PAU, 4 nov 2006 (AFP) - 17h13

Double homicide de Pau: 500 personnes manifestent pour réclamer un procès

Environ 500 manifestants, selon les organisateurs, 400 selon la police, ont défilé en silence samedi après-midi à Pau pour réclamer le procès de l'auteur présumé d'un double homicide, en décembre 2004, à l'hôpital psychiatrique de Pau, a constaté un correspondant de l'AFP. Les manifestants, parmi lesquels de nombreux membres du personnel du Centre hospitalier des Pyrénées (CHP), ont exprimé leur crainte que Romain Dupuy, un ancien patient, ne soit pas jugé pour le meurtre à l'arme blanche dans la nuit du 17 au 18 décembre 2004 de l'infirmière Chantal Klimaszewski et de l'aide-soignante Lucette Gariod. La dernière expertise psychiatrique du jeune homme a en effet conclu en octobre, comme une première expertise rendue en juin, à l'abolition de son discernement lors des faits. Sur la base de ces expertises, le juge d'instruction pourrait alors rendre un non-lieu "psychiatrique" dans cette affaire, selon les avocats, au motif que l'homme n'est dès lors plus accessible à une sanction pénale. "Beaucoup de meurtriers comme lui bénéficient d'un non-lieu inacceptable. Nous voulons que tout crime soit jugé. Il faut que nous sachions ce qui s'est passé ce soir là", a déclaré lors du défilé Hervé Gariod, le mari de l'aide soignante. "Nous voulons un procès public. Romain Dupuy est un citoyen à part entière. Il est accessible à une sanction, et dans son cas à des soins à vie", a déclaré de son côté Maria Mouledous, la soeur de l'infirmière. Présent aussi lors de la manifestation, l'avocat d'Hervé Gariod, Me Yves Darmendrail, s'est prononcé en faveur de "la suppression de l'article 122-1 du code pénal qui prévoit qu'une personne ne peut être jugée responsable en cas d'abolition de son discernement". "Il faut pouvoir aller au fond des choses et que les victimes soient reconnues dans leur statut de victimes par la tenue même du procès", a ajouté l'avocat. Romain Dupuy est aujourd'hui interné dans une unité pour malades difficiles à l'hôpital psychiatrique de Cadillac en Gironde.